

Art. 3. Dit decreet treedt in werking op 1 september 1989.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Eupen, 6 november 1989.

De Voorzitter van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap,
J. MARAITE

De Gemeenschapsminister van Onderwijs, Vorming, Culturele Animatie en Media,
B. FAGNOUL

De Gemeenschapsminister van Jeugd, Volwassenenvorming en Sociale Aangelegenheden,
M. GROSCH

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 89 — 2366

30 OCTOBRE 1989

Protocole entre l'Exécutif flamand et l'Exécutif de la Région wallonne concernant la gestion des déchets

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 relative aux réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988;

Vu la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques;

Vu le décret du Conseil flamand du 2 juillet 1981 concernant la gestion des déchets;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 5 juillet 1985 relatif aux déchets;

Considérant que le caractère spécifique de la question des déchets dépasse les limites régionales et exige, pour cette raison, une politique de gestion de déchets efficace qui doit être coordonnée autant que possible;

Considérant qu'il y a lieu d'établir une coopération profonde entre la Région flamande et la Région wallonne, ce qui implique tout aussi bien une régulière concertation entre les dirigeants responsables et entre les administrations compétentes, qu'un échange d'informations et une assistance opérationnelle réciproques,

Entre l'Exécutif flamand et l'Exécutif de la Région wallonne, il est convenu ce qui suit :

Article 1er. Chaque région veillera à faire diminuer sa quantité de déchets et à promouvoir le recyclage. Chaque région éliminera, autant que possible, ses propres déchets dans les limites de son propre territoire.

Dans le cadre du présent protocole, la réception des déchets produits dans une autre région peut être autorisée ou, si besoin est, être stimulée afin d'optimiser le rendement des installations de recyclage ou d'élimination existantes.

Les régions s'échangeront des données concernant les capacités des installations d'élimination, des prix entre autres. Si la capacité existe, la possibilité sera donnée de préférer des déchets de l'autre région à des déchets provenant de l'étranger.

Art. 2. Afin d'aboutir à une collaboration avancée on s'efforcera de réaliser au moins :

— l'établissement d'un registre des déchets uniforme ou du moins analogue, reprenant le plus possible la nomenclature internationale existante, par exemple, de l'O.C.D.E. ou de la CEE, afin de rendre compatibles les banques de données déjà existantes ou à créer;

— l'organisation d'une concertation et d'une coordination permanentes;

— la coordination de la législation, en particulier en ce qui concerne les objectifs en vue d'aboutir à une politique uniforme ou du moins univoque de gestions des déchets;

— une collaboration entre l'OVAM et l'administration wallonne compétente en ce qui concerne les tâches de contrôle; en particulier, les fonctionnaires chargés du contrôle s'aideront mutuellement sur le terrain à la simple demande;

— l'organisation d'un échange permanent et structuré d'informations concernant la circulation interrégionale et internationale des déchets. Les régions s'engagent à s'informer mutuellement et à contrôler tout ce qui concerne les déchets en transit provenant de l'étranger.

Lorsque des personnes ou des entreprises établies dans une région éliminent de façon illégale dans l'autre région les déchets produits dans leur propre région, la région où sont localisés les contrevenants prendra également des mesures appropriées;

— comme suit au précédent, un code uniforme de données concernant les déchets est établi, ce qui permettra d'échanger rapidement des informations à l'aide des terminaux;

— dans tous les cas, la législation de la région qui accepte les déchets de l'autre région, doit être respectée;

— une collaboration au niveau de la recherche scientifique appliquée en matière de déchets.

Art. 3. Si une demande relative à l'élimination des déchets produits en Région flamande vers des lieux de déversement ou de stockage situés en Région wallonne, est introduite, l'administration compétente de la Région wallonne sollicitera l'avis de l'administration compétente de la Région flamande, avant de décider de la demande.

Si une demande relative à l'élimination des déchets produits en Région wallonne vers des lieux de déversement ou de stockage situés en Région flamande, est introduite, l'administration compétente de la Région flamande sollicitera l'avis de l'administration compétente de la Région wallonne, avant de décider de la demande.

Un avis défavorable est contraignant. Il y aura concertation afin qu'une élimination puisse se dérouler conformément aux plans régionaux des déchets.

Annuellement, il sera fait une évaluation des quantités et de la qualité des déchets produits en Région flamande qui ont été éliminés vers la Région wallonne d'une part et des déchets produits en Région wallonne qui ont été éliminés vers la Région flamande, d'autre part.

Art. 4. Régulièrement, et au moins chaque trimestre, les administrations compétentes se concerteront en matière de gestion des déchets.

Art. 5. Les arrangements pratiques et les modalités d'exécution concrètes seront établis dans des annexes techniques à dresser par les Ministres concernés.

Art. 6. Le présent protocole est conclu pour une durée de cinq ans. Il entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 octobre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
B. ANSELME

Le Président de l'Exécutif flamand,
G. GEENS

Le Ministre de la Région wallonne pour l'Agriculture, l'Environnement et le Logement,
G. LUTGEN

Le Ministre communautaire de l'Environnement,
de la Conservation de la Nature et de la Rénovation rurale,
T. KELCHTERMANS

**Annexe au Protocole d'Accord
entre l'Exécutif flamand et l'Exécutif régional wallon en ce qui concerne la gestion des déchets**

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 aux réformes institutionnelles telle que modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques;

Vu le décret du Conseil flamand du 2 juillet 1981 concernant la gestion des déchets;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 5 juillet 1985 relatif aux déchets tel que modifié par les décrets du 9 avril 1987 et du 30 juin 1988;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 mars 1987 concernant la mise en décharge de certains déchets en Région wallonne;

Vu l'accord entre le Ministre Theo Kelchtermans et le Ministre Guy Lutgen du 28 juin 1989;

Vu la décision de l'Exécutif flamand du 12 juillet 1989 visant l'approbation du projet de protocole;

Considérant que le caractère international et spécifique de la problématique des déchets exige une politique des déchets coordonnée et efficace au maximum;

Considérant qu'une étroite collaboration entre la Région flamande et la Région wallonne s'impose; ce qui implique aussi bien une concertation régulière entre les responsables politiques et les administrations compétentes des régions, qu'un échange d'informations mutuel, ainsi qu'un support opérationnel;

Il est convenu entre l'Exécutif flamand et l'Exécutif régional wallon ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Nature et quantité des déchets

1. En ce qui concerne les déchets ménagers récoltés par ou pour compte des communes ou intercommunales.

L'Exécutif flamand déclare qu'en ce qui concerne les déchets ménagers provenant de l'arrondissement de Hal-Vilvorde, aucun moyen de traitement réel n'existe en Région flamande.

L'Exécutif flamand s'engage à élaborer une solution définitive pour l'élimination des déchets ménagers de l'arrondissement de Hal-Vilvorde et ce, avant fin 1989.

Une capacité d'incinération complémentaire sera créée en Région flamande. A cette occasion, si on le souhaite, une capacité peut être prévue pour la Région wallonne, qui cadre dans le plan flamand.

Un plan progressif pour la réduction des quantités des déchets ménagers à éliminer, sera établi tous les ans. On tendra à arrêter les versements en Région wallonne, via la prévention, le recyclage et l'incinération. A partir du 1er janvier 1993, la Région flamande traitera elle-même ses déchets ménagers.

En application de la décision de l'Exécutif régional wallon du 19 mars 1987 concernant la mise en décharge de certains déchets en Région wallonne, il est convenu que les déchets ménagers comme indiqués ci-après, peuvent être versés sur les décharges autorisées en Région wallonne.

Ci-joint, la liste des collecteurs intercommunales et communes, ainsi que les quantités de déchets ménagers récoltés par ou pour compte des communes ou intercommunales, pour lesquels il n'existe pas de moyen de traitement réel en Région flamande.

Collecteur	Commune desservie	Quantité récoltée en tonnes par semaine
Incovo Cyriel Buyssestraat 5 1800 Vilvoorde	Machelen Meise Vilvoorde Zemst	600
Interrand Dreef 40 1900 Overijse	Hoeilaart Overijse	280
Interza Hoogstraat 185 1930 Zaventem	Kampenhout Kraainem Steenokkerzeel Wezembeek-Oppem Zaventem	600
Haviland Gentsesteeweg 111 1730 Asse (Zellik)	Bever Gooik Herne Zennik Opwijk	300
via Haviland ; Gemeentebestuur Affligem 1790 Affligem	Affligem	65
Gemeentebestuur Asse 1700 Asse	Asse (behalve deelgemeente Zellik)	150
Biesemans P.V.B.A. Drielandbaan 138 1860 Merchtem	Merchtem	170
Dekeyser P.V.B.A. Zandstraat 450 8200 Brugge (Sint-Andries)	Halle Sint-Genesius-Rode	350
Gomaire P.V.B.A. Steenweg op Ninove 151 1670 Pepingen	Pepingen	20
Meysmans P.V.B.A. Gentsesteeweg 110-112 1730 Asse (Zellik)	Asse (deelgemeente Zellik) Dilbeek Drogenbos Linkebeek Sint-Pieters-Leeuw	700
Mignon Geraardsbergsesteenweg 78 1570 Galmaarden	Galmaarden	20
Vanachter P.V.B.A. Hoek ten Eike 37 2870 Puurs	Kapelle-op-den-Bos Londerzeel	170
Van Daele Rodestraat 2 9470 Denderleeuw	Beersel	180
Van Roy P.V.B.A. Veldstraat 151 9470 Denderleeuw	Liedekerke Roosdaal Ternat	255

2. En ce qui concerne les différentes catégories de déchets : déchets toxiques et dangereux, déchets industriels, déchets hospitaliers et les déchets industriels assimilés aux déchets ménagers.

L'Exécutif flamand s'engage pour le moins à accepter que les quantités de déchets mentionnées ci-après peuvent être éliminées en Flandre et à ne prendre aucune mesure pour empêcher cette élimination pendant la période où les dispositions du protocole sont applicables :

— le versage de 50 000 tonnes/an de déchets industriels dangereux mais non toxiques sur des décharges de classe 1 ayant l'autorisation;

— le traitement de 20 000 tonnes/an de déchets toxiques et dangereux dans les installations autorisées, par exemple : distillation de solvants, incinération et traitement physico-chimique chez Indaver;

— l'incinération de 3 000 tonnes de déchets hospitaliers spécifiques dans les fours combustibles autorisés.

L'Exécutif régional wallon établira annuellement la liste des producteurs de déchets relevant de ces catégories de déchets.

L'Exécutif wallon déclare accepter l'équivalent de 200 000 tonnes/an de déchets industriels assimilés aux ménagers, sur des décharges en Région wallonne.

L'Exécutif flamand établira annuellement la liste des producteurs de déchets susvisés.

Le volume transféré sera cependant réduit via le recyclage et le tri obligatoire et la création de capacités d'incinérations complémentaires pour fin 1993.

Sans préjudice de ces dispositions, l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 mars 1987 reste d'application.

3. Les quantités transférées seront renégociées chaque année à la demande d'une des parties pour la date anniversaire de la signature de la présente annexe au protocole.

En cas de désaccord sur les quantités transférées, la présente annexe au protocole pourra être dénoncée unilatéralement par l'une ou l'autre des parties.

4. L'application des dispositions de la présente annexe respectera les règles du marché applicables aux secteurs des déchets.

CHAPITRE II. — Organisation administrative

1. Coordination administrative :

Après la conclusion du protocole d'accord, un groupe de travail sera instauré aussi rapidement que possible entre les représentants de l'OVAM et l'Office wallon des déchets.

Ce groupe de travail aura pour mission :

- l'établissement d'un inventaire uniforme des installations d'éliminations de déchets agréées;
- l'harmonisation des registres de déchets;
- la coordination de l'obligation de déclaration en Flandre et en Wallonie.

L'inventaire uniforme sera actualisé tous les quatre mois. De l'accord des deux parties, ce groupe de travail pourra être élargi à des représentants du I.B.E. (Institut bruxellois de l'environnement).

2. Communication :

Une structure devra être créée au sein de laquelle un échange d'informations entre les autorités régionales de l'environnement aura lieu.

A cet effet, une cellule de liaison sera mise en place auprès de l'OVAM et de l'OWD, afin de pouvoir travailler avec des moyens informatiques modernes.

Les Ministres compétents, décideront de commun accord, de l'information qui devra être échangée via leur cabinet et de celle qui devra l'être directement via l'administration.

3. Avis :

La remise d'avis tel qu'il est actuellement organisé dans le cadre de la réglementation des dérogations, sera restructuré dans les deux sens.

Les contingents de déchets qui sont autorisés sur les décharges seront progressivement réduits.

L'avis actuel sera intégré à longue échéance dans la réglementation de la collecte lorsque celle-ci sera opérationnelle dans les deux régions.

Un contingentement en ce qui concerne les transports de déchets interrégionaux sera établi entre les deux ministres.

4. Réglementation des collectes :

Un groupe de travail spécial est établi avec des représentants de l'OVAM et de l'OWD. Il a pour tâche de préparer la réglementation des transports de déchets interrégionaux et de la coordonner avec celle des transports de déchets internationaux (pour fin 1990).

Une réglementation uniforme sera établie, en particulier, en ce qui concerne les documents de transport.

Pour que la réglementation de collectes soit opérationnelle, des moyens logistiques importants seront nécessaires (informatique, personnel).

5. Assistance mutuelle :

Les deux autorités de l'environnement s'accorderont mutuellement assistance en ce qui concerne le contrôle et la recherche des délits en matière d'environnement.

Elles s'assisteront également en ce qui concerne la planification de l'élimination des déchets, les enquêtes et l'échange d'information.

Les contacts des autorités régionales de l'environnement avec les instances nationales et celles de la Communauté européenne seront préparés et négociés dans la collaboration la plus grande possible.

Bruxelles, le 30 octobre 1989.

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

Le Ministre communautaire de l'Environnement,
de la Conservation de la Nature et de la Rénovation rurale,

T. KELCHTERMANS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 89 — 2366

30. OKTOBER 1989. — Protokoll zwischen der Flämischen Exekutive und der Wallonischen Regionalexekutive über die Abfallwirtschaft

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Gesetzes vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle;

Aufgrund des Dekrets des Flämischen Rates vom 2. Juli 1981 über die Abfallwirtschaft;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrats vom 5. Juli 1985 über die Abfälle.

In der Erwägung, daß die Eigenartigkeit des Abfallproblems über die Grenzen der Regionen hinausgeht und deshalb eine wirksame Abfallwirtschaftspolitik erheischt, die soweit wie möglich koordiniert sein muß;

In der Erwägung, daß zwischen der Flämischen Region und der Wallonischen Region eine weitreichende Zusammenarbeit eingeleitet werden muß, was sowohl eine regelmäßige Konzertierung der verantwortlichen Machthaber und der zuständigen Behörden als einen Informationswechsel und eine beiderseitige operative Unterstützung voraussetzt,

Wurde zwischen der Flämischen Exekutive und der Wallonischen Regionalexekutive folgendes vereinbart :

Artikel 1. Jede Region wird dafür sorgen, daß ihre Abfallmenge abnimmt und die Weiterverwertung befördert wird. Jede Region wird soweit wie möglich ihre eigenen Abfälle innerhalb der Grenzen ihres Gebiets beseitigen.

Im Rahmen dieses Protokolls kann die Übernahme von Abfällen, die in einer anderen Region erzeugt werden, gestattet oder notfalls, zur Optimalisierung der Wirtschaftsleistung der vorhandenen Weiterverwertungs- oder Beseitigungsanlagen, befördert werden. Die Regionen werden Gegebenheiten über die Kapazitäten der Beseitigungsanlagen, unter anderen über den Preis, austauschen. Ist die Kapazität vorhanden, so wird die Möglichkeit gegeben sein, Abfälle aus der anderen Region lieber als Abfälle aus dem Ausland zu übernehmen.

Art. 2. Um zu einer weitreichenden Zusammenarbeit zu gelangen, wird zumindest folgendes angestrebt :

— die Aufstellung eines einheitlichen, zumindest ähnlichen Abfallregisters, der soviel wie möglich die bestehende Nomenklatur, zum Beispiel der OCDE oder der EWG, übernimmt, um die bereits vorhandenen oder auszuarbeitenden Datenbanken kompatibel zu machen;

— die Organisation einer ständigen Konzertierung und Koordinierung;

— die Koordinierung der Rechtsvorschriften, insbesondere hinsichtlich der Zielsetzungen, um zu einer einheitlichen, zumindest eindeutigen, Abfallwirtschaftspolitik zu gelangen;

— eine Zusammenarbeit zwischen dem OVAM und der zuständigen wallonischen Verwaltung hinsichtlich der Überwachungsaufgaben; die mit der Überwachung betrauten Beamten werden sich insbesondere an Ort und Stelle auf formlosen Antrag gegenseitig helfen;

— die Organisation eines ständigen und strukturierten Informationswechsels über den zwischenregionalen und zwischenstaatlichen Abfallverkehr. Die Regionen verpflichten sich, über alles, was den Durchgangsverkehr von Abfällen aus dem Ausland betrifft, Informationen auszutauschen und Kontrolle auszuüben.

Wenn Personen oder Unternehmen, die in einer Region ansässig sind, dem Gesetze zuwider Abfälle, die in ihrer Region erzeugt worden sind, in der anderen Region beseitigen, wird die Region, in der die Zuwiderhandelnden ansässig sind, ebenfalls geeignete Maßnahmen ergreifen;

— in Anknüpfung an den vorstehenden Absatz wird ein einheitlicher Datenkode über die Abfälle aufgestellt, was ermöglichen wird, Informationen anhand der Datenendgeräte schnell auszutauschen;

— in allen Fällen müssen die Rechtsvorschriften der Region, die die Abfälle aus der anderen Region übernimmt, beachtet werden;

— eine Zusammenarbeit auf dem Gebiet der angewandten wissenschaftlichen Forschung in Sachen Abfälle.

Art. 3. Wird ein Antrag bezüglich der Beseitigung von in der Flämischen Region erzeugten Abfällen in Ablade- bzw. Ablagerungsplätzen, die in der Wallonischen Region liegen, eingereicht, so wird die zuständige wallonische Verwaltung das Gutachten der zuständigen flämischen Verwaltung beantragen, bevor sie über den Antrag entscheidet.

Wird ein Antrag bezüglich der Beseitigung von in der Wallonischen Region erzeugten Abfällen in Ablade- bzw. Ablagerungsplätzen, die in der Flämischen Region liegen, eingereicht, so wird die zuständige flämische Verwaltung das Gutachten der zuständigen wallonischen Verwaltung beantragen, bevor sie über den Antrag entscheidet.

Ein abschlägiges Gutachten ist verbindlich. Es wird eine Konzertierung veranstaltet, damit eine Beseitigung in Übereinstimmung mit den regionalen Abfallplänen stattfinden kann.

Jedes Jahr wird eine Abschätzung der Mengen und der Beschaffenheit der Abfälle, die in der Flämischen Region erzeugt und in der Wallonischen Region beseitigt worden sind, einerseits, und der Abfälle, die in der Wallonischen Region erzeugt und in der Flämischen Region beseitigt worden sind, andererseits, vorgenommen.

Art. 4. Die zuständigen Verwaltungen werden sich regelmäßig, und wenigstens jedes Vierteljahr, auf dem Gebiet der Abfallwirtschaft konzertieren.

Art. 5. Die praktischen Absprachen und die konkreten Ausführungsmodalitäten werden in den von den betreffenden Ministern aufzustellenden technischen Anlagen festgelegt.

Art. 6. Das vorliegende Protokoll wird für eine Dauer von fünf Jahren abgeschlossen. Es tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Brüssel, den 30. Oktober 1989.

Der Minister-Vorsitzenden der Wallonischen Regionalexekutive,

B. ANSELME

Der Vorsitzende der Flämischen Exekutive,

G. GEENS

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

Der Gemeinschaftsminister der Umwelt,
der Erhaltung der Natur und der Neugestaltung des Ländlichen Raumes,

T. KELCHTERMANS

**Anlage zum Vereinbarungsprotokoll
zwischen der Flämischen Exekutive und dem Wallonischen Regionalexekutive über die Abfallwirtschaft**

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, so wie es durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeändert worden ist;

Aufgrund des Gesetzes vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle;

Aufgrund des Dekrets des Flämischen Rates vom 2. Juli 1981 über die Abfallwirtschaft;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrats vom 5. Juli 1985 über die Abfälle, so wie es durch die Dekrete vom 9. April 1987 und vom 30. Juni 1988 abgeändert worden ist;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. März 1987 über die Ablagerung bestimmter Abfälle in der Wallonischen Region;

Aufgrund der Vereinbarung zwischen dem Minister Theo Kelchtermans und dem Minister Guy Lutgen vom 28. Juni 1989;

Aufgrund des Beschlusses der Flämischen Exekutive vom 12. Juli 1989 zur Genehmigung des Protokollentwurfs;

In der Erwägung, daß der internationale und eigenartige Charakter der Abfallproblematik eine koordinierte und höchsteffiziente Abfallpolitik erheischt;

In der Erwägung, daß eine enge Zusammenarbeit zwischen der Flämischen Region und der Wallonischen Region geboten ist; daß dies sowohl eine regelmäßige Konzertierung der politischen Verantwortlichen und der zuständigen Verwaltungen der Regionen als auch einen Informationsaustausch sowie eine operative Unterstützung voraussetzt,

Wurde zwischen der Flämischen Exekutive und der Wallonischen Regionalexekutive folgendes vereinbart:

KAPITEL I. — Art und Menge der Abfälle

1. Hinsichtlich des Hausmülls, der von den Gemeinden oder Interkommunalen oder für ihre Rechnung gesammelt wird.

De Flämische Exekutive erklärt, daß hinsichtlich des Hausmülls aus dem Bezirk Hal-Vilvoorde kein tatsächliches Behandlungsmittel in der Flämischen Region besteht.

De Flämische Exekutive verpflichtet sich, eine endgültige Lösung für die Beseitigung des Hausmülls aus dem Bezirk Hal-Vilvoorde vor dem Ende des Jahres 1989 auszuarbeiten.

Eine zusätzliche Verbrennungskapazität wird in der Flämischen Region angelegt. Dabei kann, falls dies erwünscht wird, eine zu dem flämischen Plan passende Kapazität für die Wallonische Region vorgesehen werden.

Alljährlich wird ein progressiver Plan zwecks Verminderung der Mengen des Hausmülls aufgestellt. Es wird angestrebt werden, die Abladungen in der Wallonischen Region über Vorbeugung, Weiterverwertung und Verbrennung einzustellen. Ab dem 1. Januar 1993 wird die Flämische Region ihren Hausmüll selbst bearbeiten.

In Anwendung des Beschlusses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. März 1987 über die Ablagerung bestimmter Abfälle in der Wallonischen Region, wird vereinbart, daß die hiernach aufgezählten Hausmüllmengen in den Deponien in der Wallonischen Region abgeladen werden können.

Anbei die Liste der Sammler, Interkommunalen und Gemeinden, sowie die Mengen des Hausmülls, der von den Gemeinden oder Interkommunalen oder für ihre Rechnung gesammelt werden und für den kein tatsächliches Behandlungsmittel in der Flämischen Region besteht.

Sammler	Bediente Gemeinden	Wöchentlich gesammelte Tonnenmenge
Incovo Cyril Buyssestraat 5 1800 Vilvoorde	Machelen Meise Vilvoorde Zemst	600
Interrand Dreef 40 1900 Overijse	Hoeilaart Overijse	280
Interza Hoogstraat 185 1930 Zaventem	Kampenhout Kraainem Steenokkerzeel Wezembeek-Oppem Zaventem	600
Haviland Gentssesteenweg 111 1730 Asse (Zellik)	Bever Gooik Herne Zennik Opwijk	300
via Haviland : Gemeinderverwaltung Affligem 1790 Affligem	Affligem	65
Gemeinderverwaltung. Asse 1700 Asse	Asse (außer Teilgemeinde Zellik)	150
Biesemans PGmbH Drielandenbaan 138 1880 Merchtem	Merchtem	170

Sammler	Bediente Gemeinden	Wöchentlich gesammelte Tonnenmenge
Dekeyser PGmbH Zandstraat 450 8200 Brugge (Sint-Andries)	Halle Sint-Genesius-Rode	350
Gomaire PGmbH Staenweg op Ninove 151 1670 Pepingen	Pepingen	20
Meysmans PGmbH Gentssesteenweg 110-112 1730 Asse (Zellik)	Asse (Teilgemeinde Zellik) Dilbeek Drogenbos Linkebeek Sint-Pieters-Leeuw	700
Mignon Geraardsbergsesteenweg 78 1570 Galmaarden	Galmaarden	20
Vanachter PGmbH Hoek ten Eike 37 2670 Puurs	Kapelle-op-den-Bos Londerzeel	170
Van Daele Rodestraat 2 9470 Denderleeuw	Beersel	180
Van Roy PGmbH Veldstraat 151 9470 Denderleeuw	Liedekerke Roosdaal Ternat	255

2. Hinsichtlich der verschiedenen Kategorien von Abfällen : giftige und gefährliche Abfälle, Industrieabfälle, Abfälle aus Krankenhäusern und Abfälle, die mit dem Hausmüll gleichgestellt sind.

Die Flämische Exekutive verpflichtet sich, wenigstens damit einverstanden zu sein, daß die hiernach angegebenen Abfallmengen in Flandern beseitigt werden können, und keine Maßnahme zur Verhinderung dieser Beseitigung während der Gültigkeitsperiode der Bestimmungen dieses Protokolls zu ergreifen :

— die Abladung von 50 000 Tonnen gefährlicher dennoch ungiftiger Abfälle pro Jahr in zugelassenen Deponien der Klasse 1;

— die Behandlung von 20 000 Tonnen gefährlicher und giftiger Abfälle pro Jahr in den zugelassenen Anlagen; zum Beispiel : Destillieren von Lösungsmitteln, verbrennen und physikalisch-chemische Behandlung bei Incineration;

— Verbrennung von 3 000 Tonnen von spezifischen Abfällen aus Krankenhäusern pro Jahr in den zugelassenen Verbrennungsöfen.

Jedes Jahr wird die Wallonische Regionalexekutive die Liste der Erzeuger von Abfällen, die zu diesen Abfallkategorien gehören, aufstellen.

Die Wallonische Regionalexekutive erklärt sich bereit, ein Volumen von mit dem Hausmüll gleichgestellten Industrieabfällen, die 200 000 Tonnen/Jahr entspricht, in Deponien in der Wallonischen Region zu übernehmen.

Jedes Jahr wird die Flämische Exekutive die Liste der Erzeuger der obenerwähnten Abfälle aufstellen.

Das überführte Volumen wird jedoch mittels der Wiederverwertung und der pflichtigen Sichtung und der Schaffung zusätzlicher Verbrennungskapazitäten für das Ende des Jahres 1993 verringert.

Unbeschadet dieser Bestimmungen findet Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 17. März 1987 weiter Anwendung.

3. Die überführten Mengen werden jedes Jahr auf Antrag einer der Parteien für den Tag der Unterzeichnung der vorliegenden Anlage zum Protokoll wieder ausgehandelt.

Bei Unstimmigkeit über die überführten Mengen sind die jeweiligen Parteien berechtigt, die vorliegende Anlage zum Protokoll einseitig zu kündigen.

4. Die Anwendung der Bestimmungen der vorliegenden Anlage wird auf die für den Abfallsektor geltenden Marktverhältnisse Rücksicht nehmen.

KAPITEL II. — Administrative Organisation

1. Administrative Koordinierung :

Nach dem Abschluß des Vereinbarungsprotokolls wird eine Arbeitsgruppe so schnell wie möglich aus dem Kreis der Vertreter des OVAM und des Wallonischen Amtes für Abfälle eingerichtet.

Die Arbeitsgruppe hat als Aufgabe :

- die Aufstellung eines einheitlichen Inventars der zugelassenen Abfallbeseitigungsanlagen;
- die gegenseitige Abstimmung der Abfallregister;
- die Koordinierung der Meldungspflicht in Flandern und in Wallonien.

Das einheitliche Inventar wird jeden vierten Monat auf den aktuellen Stand gebracht. Mit der Zustimmung beider Parteien kann diese Arbeitsgruppe Vertreter des I.B.E. (Brüsseler Umweltinstitut) einbeziehen.

2. Informationsaustausch :

Eine Struktur, innerhalb derer ein Informationsaustausch zwischen den regionalen Umweltschwerbehörden stattfinden wird, muß vorgesehen werden.

Zu diesem Zweck wird beim OVAM und beim OWD (Wallonisches Amt für Abfälle) eine Verbindungszelle eingerichtet, um mit modernen Datenverarbeitungsmitteln arbeiten zu können.

Die zuständigen Minister werden im gegenseitigen Einvernehmen entscheiden, welche Information über ihr Kabinett und welche Information unmittelbar über die Verwaltung ausgetauscht werden muß.

3. Gutachten

Die Abgabe von Gutachten, so wie sie heutzutage im Rahmen der Abweichungsregelung organisiert ist, wird in beide Richtungen umgestaltet werden.

Die in den Deponien zugelassenen Abfallmengenquoten werden allmählich abgebaut.

Die derzeitige Abgabe von Gutachten wird auf langen Termin in die Sammlungsregelung, wenn letztere in beiden Regionen operativ sein wird, einbezogen.

Zwischen beiden Ministern wird eine Quotenregelung für den interregionalen Abfalltransport festgelegt.

4. Sammlungsregelung:

Eine Arbeitssondergruppe wird aus dem Kreis der Vertreter des OVAM und des OWD eingerichtet. Ihre Aufgabe besteht darin, die Regelung des interregionalen Abfalltransports aufzustellen, und sie mit der Regelung des zwischenstaatlichen Abfalltransports (bis zum Ende 1990) zu koordinieren.

Es wird eine einheitliche Regelung, insbesondere für die Transportunterlagen, aufgestellt.

Zwecks Durchführung der Sammlungsregelung werden wichtige logistische Mittel (Datenverarbeitung, Personal) notwendig sein.

5. Gegenseitige Unterstützung:

Beide Umweltbehörden werden sich gegenseitig in bezug auf die Überwachung und die Ermittlung der Umweltvergehen unterstützen.

Sie werden sich ebenfalls bezüglich der Planung und der Beseitigung der Abfälle, der Untersuchungen und des Informationsaustausches unterstützen.

Die Kontakte der regionalen Umweltbehörden mit den nationalen Instanzen und mit den Instanzen der Europäischen Gemeinschaften werden soweit wie möglich gemeinsam stattfinden und vorbereitet werden.

Brüssel, den 30. Oktober 1989.

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

Der Gemeinschaftsminister der Umwelt,
der Erhaltung der Natur und der Neugestaltung des ländlichen Raumes,

T. KELCHTERMANS

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 89 — 2366

30 OKTOBER 1989

Protocol tussen de Vlaamse Executieve en de Waalse Gewestexecutieve betreffende het beheer van afvalstoffen

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval;

Gelet op het decreet van de Vlaamse Raad van 2 juli 1981 betreffende het beheer van afvalstoffen;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 juli 1985 betreffende afvalstoffen;

Overwegende dat het grensoverschrijdende en specifieke karakter van de afvalstoffenproblematiek een gecoördineerd intergewestelijk afvalstoffenbeleid en -beheer vereist;

Overwegende dat er dient gestreefd te worden naar een verregaande samenwerking tussen het Vlaamse en Waalse Gewest, hetgeen zowel geregeld overleg tussen de beleidsverantwoordelijken en tussen de bevoegde administraties van de gewesten impliceert als wederzijdse informatiewisseling en operationele steun;

Wordt er tussen de Vlaamse Executieve en de Waalse Gewestexecutieve overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Elk gewest zal er naar streven zijn hoeveelheid afvalstoffen te verminderen en de recyclage te bevorderen. Elk gewest zal zijn eigen afvalstoffen zoveel mogelijk binnen zijn eigen grondgebied verwijderen.

In het kader van dit protocol kan de aanvaarding van afvalstoffen, geproduceerd in het andere gewest, worden toegelaten, zelfs worden gestimuleerd om de optimalisering van bestaande recyclagebedrijven en afvalstoffenverwijderingsinrichtingen te bereiken.

De gewesten zullen gegevens uitwisselen in verband met capaciteiten van de verwijderingsinrichtingen, kosten, e.a. In geval van beschikbare capaciteit zal de mogelijkheid geboden worden om bij voorkeur afval van het andere gewest te aanvaarden t.o.v. buitenlands afval.

Art. 2. Met het oog op het bereiken van de verregaande samenwerking worden ondermeer volgende doelstellingen vooropgesteld

— het opstellen van een uniform, minstens een analoog afvalstoffenregister, dat zoveel mogelijk de bestaande internationale nomenclatuur, bvb van OESO of EG overneemt, zodat de bestaande of aan te leggen databanken compatibel worden;

— de organisatie van een bestendig overleg en een bestendige coördinatie;

— de coördinatie van de wetgeving, voornamelijk inzake haar doelstellingen om te komen tot een eenvormig, minstens een eenduidig afvalstoffenbeleid;

— een samenwerking tussen OVAM en de Waalse administratie inzake controletaken waarbij de respectievelijke toezichhoudende ambtenaren elkaar, op eenvoudig verzoek, ter plaatse bijstand verlenen;

— de organisatie van een bestendige en gestructureerde informatiewisseling over de interregionale en internationale afvaltransporten.

De gewesten verbinden zich ertoe om elkaar te informeren en toezicht te houden aangaande de afvalstoffen in transit afkomstig uit het buitenland.

Wanneer personen of bedrijven gesitueerd in het ene gewest, hun aldaar ontstane afvalstoffen op illegale wijze in het andere gewest verwijderen, zal ook het gewest waar de overtreders gesitueerd zijn, beteugelend optreden;

— in aansluiting met het voorgaande wordt een uniforme codering van gegevens inzake afvalstoffen uitgewerkt, zodat via terminals snel informatie kan worden uitgewisseld;

— in alle gevallen moet de wetgeving van het gewest dat de afvalstoffen van het andere gewest ontvangt, worden gerespecteerd;

— samenwerking op het vlak van toegepast wetenschappelijk onderzoek inzake afvalstoffen.

Art. 3. Indien een aanvraag met betrekking tot de verwijdering van afvalstoffen, geproduceerd in het Vlaamse Gewest, naar stort- of opslagplaatsen gelegen in het Waalse Gewest, ingediend wordt, zal de bevoegde administratie van het Waalse Gewest het advies inwinnen van de bevoegde administratie van het Vlaamse Gewest, alvorens over de aanvraag te beslissen.

Indien een aanvraag met betrekking tot de verwijdering van afvalstoffen, geproduceerd in het Waalse Gewest, naar stort- of opslagplaatsen gelegen in het Vlaamse Gewest, ingediend wordt, zal de bevoegde administratie van het Vlaamse Gewest het advies inwinnen van de bevoegde administratie van het Waalse Gewest, alvorens over de aanvraag te beslissen.

Een ongunstig advies heeft een bindend karakter. Er zal een overleg plaatsvinden opdat de verwijdering in overeenstemming met het afvalstoffenplan van de gewesten zou kunnen verlopen.

Jaarlijks zal er een evaluatie gemaakt worden van de hoeveelheden en de kwaliteit van de afvalstoffen geproduceerd in het Vlaamse Gewest, die verwijderd zijn naar het Waalse Gewest, enerzijds en van de afvalstoffen geproduceerd in het Waalse Gewest die verwijderd zijn naar het Vlaamse Gewest anderzijds.

Art. 4. Geregeld, en minstens driemaandelijks, zullen de bevoegde administraties overleg plegen inzake het beheer van afvalstoffen.

Art. 5. De praktische schikkingen en concrete uitvoeringsmodaliteiten zullen uitgewerkt worden in technische bijlagen, op te maken door de betrokken ministers.

Art. 6. Het huidig protocol geldt voor de duur van vijf jaar. Het treedt in werking op de dag van zijn publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 30 oktober 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,

B. ANSELME

De Voorzitter van de Vlaamse Executieve,

G. GEENS

De Gemeenschapsminister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

De Gemeenschapsminister van Leefmilieu, Natuurbehoud en Landinrichting,

T. KELCHTERMANS

Bijlage aan het protocol tussen de Vlaamse Executieve en de Waalse Gewestexecutieve betreffende het beheer van afvalstoffen

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval;

Gelet op het decreet van de Vlaamse Raad van 2 juli 1981 betreffende het beheer van afvalstoffen, gewijzigd bij de decreten van 23 maart 1983 en 22 oktober 1986;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 juli 1985 met betrekking tot de afvalstoffen, gewijzigd bij de decreten van 9 april 1987 en 30 juni 1988;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 maart 1987, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het akkoord onder voorbehoud tussen Minister T. Kelchtermans en Minister G. Lutgen van 28 juni 1989;

Gelet op de beslissing van de Vlaamse Executieve van 12 juli 1989 betreffende het ontwerp van protocol;

Overwegende dat het grensoverschrijdende en specifieke karakter van de afvalstoffenproblematiek een zoveel mogelijk gecoördineerd en efficiënt afvalstoffenbeleid vereist;

Overwegende dat er dient gestreefd te worden naar een verregaande samenwerking tussen het Vlaamse en Waalse Gewest, hetgeen zowel een geregeld overleg tussen de beleidsverantwoordelijken en tussen de bevoegde administraties van de gewesten, als een wederzijdse informatieuitwisseling en operationele steun impliceert,

Wordt er tussen de Vlaamse Executieve en de Waalse Gewestexecutieve overeengekomen wat volgt

HOOFDSTUK I. — Aard en hoeveelheid van de afvalstoffen

1. Met betrekking tot de huishoudelijke afvalstoffen opgehaald door of voor rekening van de gemeenten of intercommunales.

De Vlaamse Executieve verklaart dat er voor de huishoudelijke afvalstoffen uit het arrondissement Halle-Vilvoorde nog geen reële verwerkingsmogelijkheden zijn in het Vlaamse Gewest.

De Vlaamse Executieve engageert zich om voor eind 1989 een definitieve oplossing voor de verwijdering van huishoudelijke afvalstoffen uit het arrondissement Halle-Vilvoorde uitgewerkt te hebben.

Er zal bijkomende verbrandingscapaciteit gecreëerd worden in het Vlaamse Gewest. Hiertoe kan een capaciteit voorzien worden voor het Waalse Gewest, indien wenselijk, kaderend in het Vlaamse afvalstoffenplan.

Er zal per jaar een gefaseerd plan opgemaakt worden voor de reductie van de af te voeren hoeveelheid huishoudelijke afvalstoffen. Er zal naar gestreefd worden om via voorkoming, recyclage en verbranden in het Vlaamse Gewest het storten in het Waalse Gewest stop te zetten.

Vanaf 1 januari 1993 zal het Vlaamse Gewest aldus zelf zijn eigen huishoudelijk afval verwerken.

In toepassing van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 maart 1987 wordt overeengekomen dat de huishoudelijke afvalstoffen zoals hierna gespecificeerd ondertussen mogen verwijderd worden op daartoe vergunde stortplaatsen in het Waalse Gewest.

Hierna volgt de lijst van de ophalers, intercommunales en gemeenten en de hoeveelheden huishoudelijke afvalstoffen opgehaald door, of in opdracht van gemeenten of intercommunales waarvoor er momenteel geen reële verwerkingsmogelijkheden in het Vlaamse Gewest bestaan.

Ophaler	Bediende gemeente(n)	Opgéhaalde hoeveelheid in ton per week
Incovo Cyriel Buyssestraat 5 1800 Vilvoorde	Machelen Meise Vilvoorde Zemst	600
Interrand Dreef 40 1900 Overijse	Hoellaart Overijse	280
Interza Hoogstraat 185 1930 Zaventem	Kampenhout Kraainem Steenokkerzeel Wezembeek-Oppeem Zaventem	600
Haviland Gentsesteenweg 111 1730 Asse (Zellik)	Bever Gooik Herne Zennik Opwijk	300
via Haviland :		
Gemeentebestuur Affligem 1790 Affligem	Affligem	65
Gemeentebestuur Asse 1700 Asse	Asse (behalve deelgemeente Zellik)	150
Biesemans P.V.B.A. Drielandenbaan 138 1880 Merchtem	Merchtem	170
Dekeyser P.V.B.A. Zandstraat 450 8200 Brugge (Sint-Andries)	Halle Sint-Genesius-Rode	350
Gomaire P.V.B.A. Steenweg op Ninove 151 1670 Pepingen	Pepingen	20
Meysmans P.V.B.A. Gentsesteenweg 110-112 1730 Asse (Zellik)	Asse (deelgemeente Zellik) Dilbeek Drogenbos Linkebeek Sint-Pieters-Leeuw	700
Mignon Geraardsbergsesteenweg 78 1570 Galmaarden	Galmaarden	20
Vanachter P.V.B.A. Hoek ten Eike 37 2670 Puurs	Kapelle-op-den-Bos Londerzeel	170
Van Daele Rodestraat 2 9470 Denderleeuw	Beersel	180
Van Roy P.V.B.A. Veldstraat 151 9470 Denderleeuw	Liedekerke Roosdaal Ternat	255

2. Met betrekking tot diverse categorieën afvalstoffen: giftig en gevaarlijke afval, industriële afval, ziekenhuisafval en met huisvuil gelijkgesteld bedrijfsafval.

De Vlaamse Executieve verbindt er zich toe minstens te aanvaarden dat de hierna volgende hoeveelheden afvalstoffen in Vlaanderen verwijderd kunnen worden en geen maatregelen te zullen treffen die deze verwijdering onmogelijk maken tijdens de periode waarbinnen de beschikkingen van het protocol van toepassing zijn :

- het storten van 50 000 ton/jaar industriële afval op daartoe vergunde klasse I stortplaatsen;
- het verwerken van 20 000 ton/jaar giftig en gevaarlijke afvalstoffen in vergunde installaties (bv. destillatie van oplosmiddelen, het verbranden en fysico-chemische behandeling bij Indaver);
- het verbranden van 3 000 ton specifiek ziekenhuisafval in vergunde verbrandingsovens.

- De Waalse Executieve zal jaarlijks een lijst opstellen van de producenten van deze afvalstoffen.
- De Waalse Executieve verbindt er zich toe voor 200 000 ton/jaar met huishoudelijk afval vergelijkbare bedrijfsafval te aanvaarden op stortplaatsen in het Waalse Gewest.
- De Vlaamse Executieve zal jaarlijks een lijst opstellen van de producenten van deze afvalstoffen.
- De aanvoer zal echter worden gereduceerd via recyclage en verplichte sortering en het creëren van bijkomende verbrandingscapaciteit voor eind 1993.
- Onverminderd het voorgaande is artikel 4 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 maart 1987 van toepassing.
3. Op vraag van één der partijen zal ieder jaar voor de verjaardag van de ondertekening van onderhavige bijlage aan het protocol, opnieuw onderhandeld worden over de hoeveelheden die getransfereerd worden.
4. De naleving van de bepalingen vervat in deze bijlage zal gebeuren overeenkomstig de vigerende marktregels.

HOOFDSTUK II. — *Administratieve organisatie*

1. Administratieve coördinatie :
- Na het sluiten van het protokolakkoord wordt zo snel mogelijk een werkgroep samengesteld tussen vertegenwoordigers van OVAM en van het « Office wallon des déchets ».
- De taken van deze werkgroep zijn : het opstellen van een eenvormige inventaris van de vergunde afvalverwijderingsinstallaties, de onderlinge afstemming van de afvalstoffenregisters, coördinatie van de meldingsplicht in Vlaanderen en Wallonië.
- De eenvormige inventaris zal viermaandelijks geactualiseerd worden. Indien beide partijen ermee instemmen, kan deze werkgroep uitgebreid worden met vertegenwoordigers van het Brussels Instituut voor Milieubeheer (B.I.M.).
2. Communicatie :
- Een structuur waarbinnen informatie-uitwisseling tussen beide gewestelijke milieu-overheden zal geschieden, dient vastgesteld te worden. Daartoe wordt bij OVAM en bij het « Office wallon des déchets » een verbindingscel opgericht, zodat met moderne informaticamiddelen kan gewerkt worden.
- De bevoegde ministers zullen in gemeenschappelijk overleg beslissen welke informatie via hun kabinet en welke rechtstreeks via de administratie dient uitgewisseld te worden.
3. Adviesverlening :
- De adviesverlening zoals die nu gebeurt in het kader van afwijkingsregeling zal in beide richtingen gestructureerd worden. De contingenten afvalstoffen die op stortplaatsen toegelaten worden, worden in de loop van de tijd afgebouwd.
- De huidige adviesverlening zal op langere termijn geïntegreerd worden in de ophaalreglementering, wanneer deze in beide gewesten operationeel zal zijn. Tussen beide ministers wordt een contingentering m.b.t. de intergewestelijke afvaltransporten vastgelegd.
4. Ophaalreglementering :
- Een speciale werkgroep wordt samengesteld uit vertegenwoordigers van OVAM en het « Office wallon des déchets ». Zij zal tot taak hebbende de reglementering van intergewestelijke afvaltransporten voor te bereiden en onderling af te stemmen met de grensoverschrijdende afvaltransporten (tegen eind 1990). In het bijzonder zal een uniforme regeling vastgesteld worden voor de transportdocumenten.
- Voor de operationalisering van de ophaalreglementering zullen belangrijke logistieke middelen (informatica, mankracht) noodzakelijk zijn.
5. Onderlinge bijstand :
- Beide milieu-overheden zullen onderlinge bijstand verlenen op het vlak van controle en opsporing i.v.m. milieudelicten. Eveneens zullen beide milieu-overheden elkaar bijstaan i.v.m. afvalstoffenplanning, onderzoek en informatie-uitwisseling.
- Contacten van beide gewestelijke milieu-overheden met de nationale respectievelijk EEG-instanties zullen zoveel mogelijk gezamenlijk geschieden en voorbereid worden.

Brussel, 30 oktober 1989.

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting, voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN

De Gemeenschapsminister van Leefmilieu, Natuurbehoud en Landinrichting,

T. KELCHTERMANS

AUTRES ARRÊTÉS

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
ET MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

Ordres nationaux — Ordre de Léopold II

Par arrêté royal du 3 avril 1989, M. Walraevens, Michel Henri G., administrateur du Centre d'éducation populaire et de promotion culturelle à Pont-à-Celles, est nommé chevalier de l'Ordre de Léopold II; prise de rang : 8 avril 1985.

ANDERE BESLUITEN

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER
EN MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

Nationale Orden. — Orde van Leopold II

Bij koninklijk besluit van 3 april 1989, wordt de heer Walraevens Michel Henri G., bestuurder van het « Centre d'éducation populaire et de promotion culturelle » te Pont-à-Celles benoemd tot ridder in de Orde van Leopold II; ranginneming : 8 april 1985.